

1945

*Désaccords entre Washington, Londres et Ryad. *

Par Marc-André Charguéraud

.Les Alliés tergiversent, alors que les survivants attendent des secours toujours insuffisants et sont désespérés de ne pas être fixés sur leur sort.

Il n'a pas fallu attendre longtemps. Trois mois après la victoire, le temps de donner les premiers soins aux survivants des camps de concentration et de rapatrier ceux qui le peuvent, la discorde entre les différents gouvernements éclate.

Le 31 août 1945, le Président Harry Truman écrit à Clement Attlee, le Premier ministre travailliste britannique. Il demande que la Grande-Bretagne accepte la proposition sioniste d'admettre 100 000 survivants juifs en Palestine. A ses yeux « aucun autre sujet n'est aussi important pour ceux qui ont connu les horreurs des camps de concentration... que les possibilités futures d'immigration en Palestine ». Il ajoute que « le peuple américain pense fermement que les portes de l'immigration en Palestine ne doivent pas être fermées ».

Truman a de sérieuses raisons de penser que le nouveau gouvernement travailliste de Attlee acceptera sa demande. En décembre 1944, à la Convention de Blackpool, six mois avant la victoire électorale travailliste, on pouvait lire dans la résolution concernant la Palestine : « Les Arabes doivent être encouragés à quitter la Palestine afin que les Juifs puissent y arriver. Les Arabes ont de vastes territoires et ne peuvent pas refuser l'installation des Juifs en Palestine, un territoire qui n'est pas plus important que le Pays de Galles. Nous devons même étudier la possibilité d'étendre les frontières de Eretz Israël en accord avec l'Egypte et la Transjordanie. » Un message de juillet 1945 du Dr Hugh Dalton, un dirigeant du parti travailliste, renforce avec conviction la déclaration de Morrison : « Il est moralement inadmissible et politiquement indéfendable d'imposer des obstacles à l'entrée de la Palestine aux Juifs qui désirent s'y rendre. »[1][1]

Le 14 septembre, Ernest Bevin, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, rencontre son homologue américain James Byrnes. Il craint que l'arrivée massive de Juifs n'entraîne une rébellion armée arabe majeure comme cela fut déjà le cas en juillet 1937.[1][2] Il met Byrnes en garde : si 100 000 Juifs supplémentaires sont admis en Palestine, alors les Etats-Unis doivent s'engager à envoyer quatre divisions pour maintenir l'ordre. Bevin joue sur du velours, Truman ayant indiqué dans sa conférence de presse du 16 août qu'il n'avait « aucun désir d'envoyer 500 000 soldats américains pour maintenir la paix en Palestine. »[1][3]

Le 16 septembre, Attlee dans sa réponse fait remarquer à Truman qu'aucune décision à propos de 100 000 certificats d'immigration supplémentaires ne peut être prise sans consulter au préalable les gouvernements arabes. Attlee rappelle la lettre de Roosevelt à Ibn Saoud du 5 avril 1945 dans laquelle le Président Roosevelt confirme « qu'aucune action ne sera prise... qui puisse apparaître comme hostile au monde arabe. » Truman lui-même n'avait-il pas écrit à Amir Abdullah de Transjordanie qu'« aucune décision ne serait prise au sujet de la Palestine sans une consultation approfondie avec les Arabes et les Juifs. » Attlee estime que briser ces engagements mettrait le Proche-Orient à feu et à sang.[1][4]

Le roi d'Arabie saoudite Ibn Saoud est furieux d'apprendre que le Président Truman recommande l'admission de 100 000 Juifs en Palestine. Dans une longue lettre, il décrit les Juifs comme des gens violents, agressifs et hostiles à l'ensemble du monde arabe. Pour montrer la duplicité de Washington, il fait publier le 19 octobre par le /New York Times/ ses échanges de lettres d'avril avec le Président Roosevelt.[1][5]

Derrière cette exaspération se trouve un sentiment de grande injustice que ressentent les Arabes. Il est résumé dans un article du 28 janvier 1946 de la /New Republic /du lobbyiste arabe Samir Shamma : les Arabes condamnent comme un « crime intolérable » l'extermination par les nazis des Juifs d'Europe, mais ils considèrent « qu'il est parfaitement injuste que le problème des persécutions juives soit résolu en persécutant une autre nation, les Arabes en Palestine ».

Devant cette agressivité les Anglais sont inquiets. Dans un geste de bonne volonté, le Comité pour les réfugiés juifs en Grande-Bretagne propose d'accueillir 10 000 enfants avant l'hiver. Le 7 novembre 1945, le Comité central des Juifs libérés de Bavière met « son veto le plus strict à leur envoi en Grande-Bretagne ». Le Comité s'explique : « Etant donné ce qui se passe en Palestine où les forces armées anglaises ont décidé d'utiliser les armes et la détention contre les Juifs qui ont été sauvés des affres de la mort... Nous n'avons pas la moindre confiance dans l'aide et l'hospitalité que la société britannique tente de montrer à l'égard de nos enfants. »[1][6]

Un message confidentiel du 12 octobre de Bevin à Halifax, l'ambassadeur britannique à Washington, témoigne du climat délétère qui règne entre les deux pays. « Je trouve que les Etats-Unis ont été fondamentalement malhonnêtes sur ce problème (celui des 100 000 Juifs). Jouer sur des sentiments raciaux pour gagner des

élections, c'est tourner en dérision la politique des Etats-Unis de promouvoir des élections libres dans d'autres pays. Les Juifs ont terriblement souffert, il en résulte un nombre de problèmes que le Président Truman et ceux d'autres pays d'Amérique exploitent dans leur propre intérêt. »[1][7]

Traditionnellement le vote juif est acquis aux démocrates. En 1944, 90% des Juifs ont voté pour Roosevelt. Il y a alors 5 millions de citoyens américains juifs et ils sont nombreux à occuper des positions leur donnant accès à la Maison-Blanche, au gouvernement et à la presse.[1][8]Truman prépare la campagne électorale de novembre pour la mairie de New York et celle de mi-mandat en 1946.[1][9]Il reconnaît l'importance du vote juif dans sa déclaration électorale du 4 octobre 1946 : « Je dois rendre compte aux centaines de milliers de ceux qui sont anxieux de voir le succès du sionisme se réaliser. Je n'ai pas de centaines de milliers d'Arabes parmi mes électeurs. »[1][10]

Pendant ce temps des dizaines de milliers de survivants s'entassaient dans des camps gardés par des militaires. Les secours tardent malgré leurs appels de détresse. Ils attendent, désespérés de savoir où ils seront accueillis pendant que les Alliés se querellent sur leur sort.

[1][1]Cité par Hyman 1993, p. 51.

[1][2]Wasserstein 1979, p. 13. Les rébellions ont eu lieu après la parution du rapport Peel qui prévoyait la partition de la Palestine. Pour rétablir la situation, la Grande-Bretagne fut obligée d'envoyer deux divisions qui représentaient 40% de ses troupes opérationnelles. Morris 2003, p. 179. Les rébellions arabes entre 1936 et 1939 auraient fait de 3000 à 6000 morts parmi les Arabes, quelques centaines du côté juif.

[1][3]Cité par Hyman 1993, p. 89. Truman répétera plusieurs fois sa volonté de ne pas engager de troupes en Palestine.

[1][4] Cité par Hyman 1993, p. 90. Snetsinger 1999, p. 20.

[1][5]Ganin 1979, p. 41. Ibn Saoud n'a eu connaissance de l'information qu'en même temps que le public, le 29 septembre.

[1][6]Cité par Mankowitz 2002, p. 104.

[1][7]Cité par Ganin 1979, p. 50.

[1][8]Kochavi 2001, p. 100.

[1][9]Kochavi 2001, p. 97. Snetsinger 1999, p. 7. 65% des Juifs se trouvaient dans les Etats de New York, Pennsylvanie et Illinois, des Etats-clés où leurs votes bien que marginaux faisaient la différence.

[1][10]Cité par Hathaway 1981, p. 291.